



ENTRETIEN AVEC... MARCEL-FRANCIS KAHN

LE SNESUP, MAI 68, LE VIETNAM...

Marcel-Francis Kahn, professeur émérite de médecine, était à la direction du SNESup en 1968 (entretien réalisé par Jean Malifaud).



MARCEL-FRANCIS KAHN
Manif contre le mur (13 nov. 2004).

● LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (F.E.N.) : la situation réclame une solution au fond.
« Il est pour le moins déplaisant qu'au moment même où la terreur fasciste frappe les étudiants de gauche l'université éprouve le besoin de défer les militants étudiants de Nanterre devant des instances disciplinaires, alors qu'aucune poursuite n'est engagée sur ce plan contre les éléments d'extrême droite.
« Le Syndicat tient à souligner que la situation de Nanterre réclame une solution au fond des problèmes posés par les étudiants, et des mesures de répression ne peuvent qu'alourdir gravement la tension de l'Université. »

Le Monde - 4 mai 1968.

► Ecole Emancipée : Le SNESup a joué un rôle indéniable au cours de ce mois de mai. Quelles étaient les positions de sa direction ?

Marcel-Francis Kahn : J'étais à la CA. Il faut voir ce qu'était le SNESup en 68 : le PC avait perdu la direction du syndicat après le fameux colloque de Caen en 66. Un changement qui a modifié bien des choses. Toutefois, la direction parisienne ne faisait pas partie de la majorité, elle était restée PC, avec notamment Guy Bois, ce qui a joué en 68. Ce colloque de Caen, qui était technocratique, n'était pas du tout politisé. Il portait sur les problèmes de

l'université, mais sur les problèmes techniques de l'université. A la suite de ce colloque, c'est une coalition PSU et technocrates, dirigée par Alain Geismar qui était tout à fait technocrate, absolument pas d'extrême gauche, qui a pris la direction du SNESup avec un groupe de gens parmi lesquels je me souviens de Combes et de quelques autres qui n'avaient pas d'idées qu'on pourrait qualifier de révolutionnaires. Il y avait bien sûr aussi le PC et quelques « lambertistes » dont Pierre Broué.

Je faisais partie du SNESup depuis trois ans. En médecine, c'était très particulier : le SNESup n'était pratiquement composé que de ce qu'on appelle des fondamentalistes. Je crois qu'on était deux cliniciens de rang A.



● SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : nous continuons la grève totale.
Le Syndicat national de l'enseignement supérieur communique :
« Les manifestants du 10 mai ont été conduits, par les barrages de police, au quartier Latin. Dans les conditions d'encerclement où ils se trouvaient, avec un déploiement extraordinaire de forces de police et de troupes fraîches, les manifestants ont pris les mesures défensives appropriées. Ils ont construit des barrières destinées à les protéger des charges des forces de répression. Le syndicat dénonce l'interprétation du pouvoir, qui transforme une répression brutale d'une manifestation en soi-disant tentative d'émeute. Il ne saurait se désolidariser des responsables étudiants, qui ont mené la défense des manifestants avec un grand esprit de responsabilité. Les dirigeants syndicaux du mouvement enseignant et étudiant ont assumé leurs responsabilités jusqu'au bout avec une grande patience et un désir d'aboutir évident. »

Le Monde - 12/13 mai 1968.

● LA MUNICIPALITE COMMUNISTE DE NANTERRE : des groupuscules composés de fils de bourgeois.

La municipalité de Nanterre (communiste) a publié la déclaration suivante :

« [...] Certains groupuscules (anarchistes, trotskystes, maoïstes, etc.), composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit, prennent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycottage des examens, etc.) »

« Ces groupuscules se font ainsi objectivement les complices du pouvoir et de sa politique. Leurs agissements favorisent les activités provocatrices du mouvement fasciste Occident, dont le gouvernement a toujours refusé l'interdiction. »

► JM : Et tu avais une importante activité de solidarité avec le Vietnam ?

MFK : Oui, en fait, je travaillais avec le SNESup qui s'était engagé pour le Vietnam, pour organiser des actions de solidarité, avec la création de ce qui s'appelait le Collectif inter-universitaire pour le Vietnam. Ce Collectif était notamment dirigé par Madeleine Rebérioux, qui était encore au PC mais déjà très marginale, Marianne Schaub et Pierre Vidal-Naquet qui avait des liens avec le Comité Vietnam National et le tribunal Russel. En 67, j'étais allé deux fois dans le Vietnam en guerre, une fois au Nord avec Gisèle Halimi et une fois au Sud au Jean-Michel Krivine, et donc je travaillais beaucoup pour le Vietnam. Je reconnais qu'en 68, je regardais d'assez loin l'analyse et les problèmes universitaires tels que le SNESup les voyait. C'était pour moi surtout la nécessité d'être membre d'un syndicat de gauche.

► EE : Quand la révolte commence...

MFK : Au tout début, les 5 et 6 j'étais à Vienne, en Autriche, pour des conférences. Quand je suis rentré, on avait une réunion chez une amie de Laurent Schwartz parce qu'on voulait mettre sur pied une troisième session du tribunal Russel, et elle habitait juste à côté du boulevard St Germain. J'arrivais là, débarquant, plein de gaz dans tous les coins, je ne comprenais pas vraiment ce qui se passait. On a eu notre réunion sur le Vietnam, avec Laurent Schwartz qui comprenait encore moins. Sa position était particulière : il a défendu les étudiants dans la lutte contre la répression, mais sur l'université, il était très élitiste.

► EE : Pendant toute la semaine du 6 au 10, le SNESup était très divisé : des sections syndicales ont appelé à la grève, dont la mienne, mais il y avait l'opposition du PC...

MFK : Le SNESup a appelé à manifester quand il y a eu la répression. La grande nuit des barricades, du 10 au 11, j'étais devant l'Ecole normale supérieure parce qu'on m'avait téléphoné en me disant : « il faut que tu viennes, on a besoin de médecins, ça se passe très mal, il y a des intoxiqués par les gaz... ». J'ai d'ailleurs fait une conférence de presse le lendemain, le samedi, sur ces gaz qui étaient les mêmes que ceux utilisés au Vietnam. En plein air, ça ne tuait personne, mais dans les enceintes closes, ça pouvait être très dangereux. Tout de suite les représentants américains qui venaient de se réunir avec les Vietnamiens, puisque les conversations de Paris commençaient à ce moment-là, ont dit que ce n'était pas dangereux au Vietnam puisque c'était utilisé par la police française !

LA PRAVDA : les actes irraisonnés de jeunes poussés par des « gauchistes » et des « trotskistes ».

« Les manifestations de Nanterre étaient le fait d'une poignée de « gauchistes » qui ont empêché leurs camarades de poursuivre leurs études et de passer leurs examens. Après la convocation de ces fauteurs de troubles devant le conseil de discipline, les éléments « gauchistes » de Paris ont pris la relève... Les étudiants communistes, en lutte pour une solution équitable des problèmes posés à la jeunesse française, désavouent les agissements de ces éléments « gauchistes » et « trotskistes » qui poussent les étudiants à des actes irraisonnés et engendrent une violente campagne de presse anti-estudiantine qui conduira infailliblement à l'isolement du monde estudiantin et à la montée d'un antagonisme entre étudiants et travailleurs. »

Le Monde - 8 mai 1968.

► **EE : Dès le 11, les choses prennent une autre tournure ?**

MFK : Cette nuit du 10-11 a provoqué l'appel unitaire à la manifestation du 13, où toi et moi avons participé. J'ai eu un truc particulier : avec le groupe des fondamentalistes, on a quitté la manifestation au bout d'un certain temps et on a été occuper la faculté de médecine, qui a donc été la première occupée. Au pied levé, j'ai prononcé un discours incendiaire qui a fait du bruit, l'amphithéâtre s'est appelé l'amphi Che Guevara, les patrons ne savaient plus où se mettre dans cette histoire, c'était la révolution à la faculté de médecine.

► **EE : Et la direction du SNESup ?**

MFK : Elle a été visible en raison de la présence d'Alain Geismar en tête des manifs, avec Sauvageot et Cohn-Bendit, et dans les interviews. Tout au moins jusqu'à ce qu'il décide brusquement, à ma connaissance sans discussion au BN, de démissionner. Bernard Herzberg l'a remplacé, très activement en mai-juin et jusqu'au congrès suivant, en 1969... Le SNESup était alors à l'apogée. Il est vrai qu'on l'a moins entendu par la suite...

Curieusement, le Bureau national et la direction parisienne (PC) m'ont appelé pour me dire qu'il y avait un bordel épouvantable à la Sorbonne. « Il faut que tu y ailles... » C'est comme ça que j'ai été le médecin de la Sorbonne jusqu'à la fin. Je travaillais le matin à Lariboisière et j'arrivais après à la Sorbonne. Je continuais aussi d'être engagé dans l'histoire du Vietnam.

Le jour de la manifestation de la gare de Lyon, le 24, je suis allé

► **EE : Sur la répression, le SNESup a assuré !**

MFK : Absolument. Le SNESup s'est assez concentré sur la lutte contre la répression. Il a édité avec l'UNEF ces deux volumes « Ils accusent ». C'est le SNESup qui a fait le boulot pour les deux commissions. Quand on relit ces rapports, on voit qu'ils ne comportent pas d'exagérations : il y a eu des brutalités policières, violentes, mais pas de massacres. Il y a eu une histoire qui a fait courir une rumeur : on avait ramassé au pied des barricades un individu tué au cours d'une rixe par un coup de couteau. En fait on a su par la médecine légale que ce n'était pas du tout un coup de couteau mais un éclat de grenade. On a couvert le mensonge parce que si on disait qu'il y avait eu un mort, ça risquait vraiment de dégénérer.

► **EE : DèS le 11, les choses prennent une autre tournure ?**

MFK : Cette nuit du 10-11 a provoqué l'appel unitaire à la manifestation du 13, où toi et moi avons participé. J'ai eu un truc particulier : avec le groupe des fondamentalistes, on a quitté la manifestation au bout d'un certain temps et on a été occuper la faculté de médecine, qui a donc été la première occupée. Au pied levé, j'ai prononcé un discours incendiaire qui a fait du bruit, l'amphithéâtre s'est appelé l'amphi Che Guevara, les patrons ne savaient plus où se mettre dans cette histoire, c'était la révolution à la faculté de médecine.

► **EE : Et la direction du SNESup ?**

MFK : Elle a été visible en raison de la présence d'Alain Geismar en tête des manifs, avec Sauvageot et Cohn-Bendit, et dans les interviews. Tout au moins jusqu'à ce qu'il décide brusquement, à ma connaissance sans discussion au BN, de démissionner. Bernard Herzberg l'a remplacé, très activement en mai-juin et jusqu'au congrès suivant, en 1969... Le SNESup était alors à l'apogée. Il est vrai qu'on l'a moins entendu par la suite...

Curieusement, le Bureau national et la direction parisienne (PC) m'ont appelé pour me dire qu'il y avait un bordel épouvantable à la Sorbonne. « Il faut que tu y ailles... » C'est comme ça que j'ai été le médecin de la Sorbonne jusqu'à la fin. Je travaillais le matin à Lariboisière et j'arrivais après à la Sorbonne. Je continuais aussi d'être engagé dans l'histoire du Vietnam.

Le jour de la manifestation de la gare de Lyon, le 24, je suis allé

► **21 H. 45. — LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : les enseignants sont solidaires des étudiants.**

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur affirme que, « contrairement aux affirmations lancées auprès du public dans la soirée du 8 mai, les forces de police n'ont pas été retirées du quartier Latin. L'accès de la Sorbonne n'est toujours pas libre. Aucune garantie n'a été donnée d'une levée des mesures judiciaires, administratives et universitaires engagées. Le Syndicat maintient donc les décisions qu'il avait annoncées antérieurement : la grève continue, les examens sont repoussés. Il réaffirme qu'il est solidaire des étudiants : les enseignants sont concernés au premier chef ; ils ont à jouer un rôle propre et non celui d'une force d'appoint. »

Le Monde - 11 mai 1968.

chercher Mendès-France, que je connaissais bien, chez lui. Le discours de De Gaulle était tombé à plat, je me suis dit : « c'est le moment ou jamais de mouiller Mendès ». A ma grande surprise, il m'a dit : « c'est d'accord ». On est allé à la Bourse, qui brûlait. Je me rappelle de son étonnement : « ça alors ! ». On s'est dit « maintenant il faut aller au quartier latin » et on a descendu la rue de Richelieu en croisant un groupe d'extrême gauche qui était conduit justement par Geismar qui ne voulait pas se mélanger avec Mendès. Alors qu'on était tous les trois au PSU à l'époque.

► **EE : Tu parlais du tribunal Russel...**

MFK : Oui, nous l'avons tenu en juillet et il a donné lieu à une brochure. Ce troisième tribunal a été plus confidentiel que les deux premiers : c'était plus difficile de contacter tout le monde juste après Mai 68. Russel était malade et plus ou moins désengagé. On l'a donc fait sur une base plus restreinte, mais on l'a tenu ! Surtout, il y avait une certaine démobilitation du fait des conversations de Paris qui avaient officiellement débuté le 13 mai. A partir du moment où il y avait des négociations de paix, même si les bombardements et les combats continuaient très largement, à l'évidence il y a eu une baisse de l'activité...

► **EE : Le FSI (Front de Solidarité Indochine) s'est créé plus tard, en 71. Pourquoi passer du CVN au FSI ?**

MFK : Parce que tous les gens s'étaient complètement désengagés, et il ne restait qu'une fraction du PSU et la Ligue pour rester dans le combat internationaliste. Il y a eu un flop à la suite des conversations. Et puis, le désengagement des maos : Nixon est arrivé en 69 et dès avant son voyage en Chine, il y a eu des échanges...

► **EE : Oui, au moment où il y avait des matchs de ping-pong entre Chinois et Américains, on scandait sur le parvis Jussieu devant les maos : « on n'joue pas au ping-pong avec ceux qui tirent sur le Vietcong ! Ping-pong, tralala, y a Mao qui est gaga... »**

MFK : Il faut que je te dise qui était le secrétaire exécutif du FSI. Il se prénomme David, extrêmement efficace, et c'était... un flic ! Cette histoire est drôle parce qu'il a raconté à Marion, du Monde, des années après, qu'on lui avait dit : « il faut aller regarder ce que font ces terroristes, nous faire des rapports, etc. ». C'était l'époque Marcellin... Quand il a commencé à travailler avec nous, Madeleine Rebérioux et moi, il a trouvé qu'on était des gens qui menaient un combat tout à fait honorable... et au bout de six mois, il est allé dire à ses chefs : « non, je ne peux pas continuer » et donc on a réussi au moins à recruter un flic ! Mais on ne l'a su que des années plus tard. ●

LES CONVERSATIONS OFFICIELLES
américano - vietnamiennes
COMMENCENT DEMAIN

l'Humanité
MAGAZINE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Dimanche

N° 1029 du 12 mai 1968.

L'HUMANITE : un prétexte pour le gouvernement.

« Le pourrissement de la situation savamment entretenu par le gouvernement a fait grandir l'agitation gauchiste dont les deux ressorts sont la magie de la phrase pseudo-révolutionnaire et la violence de petits groupes. Mais de programme réel, de solutions, d'issue pour les étudiants, rien. Par contre, pour le gouvernement c'est le prétexte à une exceptionnelle diversion pour escamoter ses propres responsabilités.

(...) « Le gouvernement doit être mis en demeure de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour le retour à un fonctionnement normal des facultés. Etudiants, professeurs, peuvent compter sur l'appui total des communistes dans ce but. »

Le Monde - 8 mai 1968 (extraits).

● **AGREGATIFS : suppression de l'agrégation.**

Le comité préparatoire à l'assemblée générale des agrégatifs de lettres classiques et modernes et de grammaire qui doit se tenir samedi prochain, « s'étonne dans un communiqué que le gouvernement ait fixé sans consultation préalable des intéressés la date de la dernière épreuve du concours. Il constate la nécessité d'une réforme fondamentale du mode de recrutement des professeurs, ce qui implique la suppression de l'agrégation. Il demande que cette réforme soit élaborée par une commission composée pour moitié d'étudiants ».

Il condamne également « le système actuel de sélection à l'Université et la hiérarchie artificielle qu'il établit entre les professeurs de l'enseignement secondaire ».

Le Monde - 18 mai 1968.